

RAPPORT N° 296 10 octobre 2006
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
**sur le postulat N° 225.03 Jacques Bourgeois/
Pascal Kuenlin en faveur d'une politique régionale
forte et coordonnée**

Nous avons l'honneur de vous soumettre un rapport sur le postulat Jacques Bourgeois/Pascal Kuenlin en faveur d'une politique régionale forte et coordonnée. Déposé le 25 mars 2003 et développé le 26 mars 2003 (*BGC* p. 394), ce postulat demandait au Conseil d'Etat d'étudier les possibilités de synergies en matière de promotion des secteurs de l'économie, du tourisme et de l'agriculture et d'élaborer un concept de politique régionale ayant pour objectif un renforcement des activités de proximité.

Dans sa réponse du 19 août 2003, le Conseil d'Etat a proposé l'acceptation du postulat, en précisant que les suggestions émises par les députés Bourgeois et Kuenlin méritaient un examen approfondi, d'autant plus que la Confédération avait décidé de présenter un projet de nouvelle politique régionale dans le courant de l'année 2004.

Compte tenu de la nécessité d'attendre le concept fédéral de nouvelle politique régionale pour en tirer des conséquences utiles au niveau cantonal, le Bureau du Grand Conseil a accepté la demande du Conseil d'Etat de prolonger le délai légal d'une année pour la présentation du présent rapport.

La Confédération a amorcé au début des années 90 une réflexion stratégique sur sa politique régionale et le Conseil d'Etat fribourgeois a suivi attentivement l'évolution de cette réflexion. La loi fédérale sur l'aide aux investissements dans les régions de montagne (LIM) a été révisée en 1997; l'ordonnance sur l'aide aux zones économiques en redéploiement (arrêté Bonny) l'a été en 2001. Au début des années 2000, une commission d'experts a été chargée du «Réexamen et de la conception d'une nouvelle politique régionale». Son rapport a servi de référence pour un projet fédéral de nouvelle politique régionale (NPR) qui a été mis en consultation en 2004 et qui a révélé de profondes divergences entre les milieux consultés. Le Département fédéral de l'économie a par conséquent chargé un groupe de travail composé de responsables de l'économie publique et de hauts fonctionnaires du Secrétariat d'Etat pour l'économie (seco) d'élaborer une solution de compromis. Les propositions de ce groupe ont été déposées en juin 2005 et ont été reprises dans le message du Conseil fédéral du 16 novembre 2005 concernant la nouvelle politique régionale.

Les réflexions développées dans ce rapport s'appuient sur ce message et sur les modifications législatives qu'il présente et qui ont été débattues par les Chambres fédérales lors de leur session de septembre 2006.

La nouvelle politique régionale de la Confédération, dont l'entrée en vigueur est prévue pour 2008, est destinée à remplacer un éventail d'instruments cumulés au fil du temps et fondés notamment sur:

- la LIM;
- la loi fédérale du 25 juin 1976 encourageant l'octroi de cautionnements et de contributions au service de l'intérêt dans les régions de montagne;
- la loi fédérale du 20 juin 2003 sur l'encouragement du secteur de l'hébergement, qui a remplacé la loi fédérale du 1^{er} juillet 1966 sur l'encouragement du crédit à l'hôtellerie et aux stations de villégiature;

- l'arrêté Bonny;
- l'arrêté fédéral du 21 mars 1997 instituant une aide à l'évolution structurelle en milieu rural (Regio Plus);
- la loi fédérale du 8 octobre 1999 relative à la promotion de la participation suisse à l'initiative communautaire de coopération transfrontalière, transnationale et interrégionale (INTERREG III), pour la période 2000–2006.

L'ÉVOLUTION DE LA POLITIQUE RÉGIONALE

Au début des années 60, la Confédération a mis en place sa politique régionale fondée sur la LIM (entrée en vigueur en 1974 et révisée en 1997), laquelle a entraîné la formation de quatre régions de montagne dans le canton (Gruyère, Singine, Glâne-Veveyse et Haute-Sarine).

Les années 1960–1980 sont marquées par une forte croissance économique et par la création de moult entreprises et emplois. Cette croissance est toutefois inégalement répartie dans l'espace. Elle profite avant tout aux régions urbaines du Plateau et peu aux régions de montagne. A la même époque, les régions à économie monostructurée se heurtent à des problèmes de reconversion qui vont donner naissance à l'arrêté Bonny.

La LIM et l'arrêté Bonny constituent les deux piliers de la politique régionale fédérale en faveur des régions périphériques pour leur permettre de profiter de la croissance. Il s'agit d'y maintenir et d'y attirer des habitants et surtout des emplois, en offrant une aide à la réalisation des infrastructures de base et de développement (via l'aide LIM), puis des mesures financières et fiscales en faveur de l'industrie et de l'hôtellerie (en particulier via l'arrêté Bonny). Cette politique régionale a été progressivement renforcée et complétée par de nouveaux instruments: Regio Plus pour les régions rurales, Interreg pour les régions transfrontalières et Innotour pour les régions touristiques.

La politique régionale de la plupart des cantons – dont celle du canton de Fribourg – a été conçue pour compléter et mettre en œuvre la politique régionale de la Confédération. Elaborée pour corriger les disparités régionales de croissance, elle vise à améliorer les conditions-cadres, principalement par des équipements collectifs et des infrastructures de base, et à soutenir la réalisation de projets d'entreprises dans les régions périphériques par la mise à disposition de terrains et l'octroi d'aides financières et fiscales.

Au cours des années 90, la Suisse a connu des mutations profondes et rapides de son économie et, en particulier, une stagnation de la croissance.

La globalisation soumet les entreprises à une concurrence toujours plus importante. Les changements technologiques introduisent de nouveaux produits et de nouvelles manières de fabriquer et sont à l'origine de restructurations et de délocalisations, qui s'opèrent souvent au détriment des régions périphériques du pays. Celles-ci ont enregistré une diminution sensible du nombre de leurs entreprises et de leurs emplois. La réorganisation des entreprises du secteur public (CFF, PTT, armée) a également pénalisé de nombreuses régions de montagne.

Aujourd'hui, la création et l'implantation de nouvelles activités économiques sont liées à des facteurs de localisation tels que les voies de communication, la disponibilité en terrains et en main-d'œuvre ainsi que la fiscalité.

Elles dépendent également de plus en plus de facteurs tels que l'insertion dans des réseaux de formation et de recherche, la possibilité d'accéder aux nouvelles technologies, les opportunités de financement public et privé ou l'existence d'un marché de l'emploi vaste et diversifié. Tous ces facteurs privilégient les grandes agglomérations urbaines, qui deviennent ainsi le moteur de la croissance économique.

En raison de la prise de conscience de la nécessité du développement durable, le développement territorial ne s'assimile en outre plus uniquement à la croissance des emplois, mais tient compte aussi de la qualité de vie et de l'environnement. En mars 2002, le Conseil fédéral a défini sa stratégie en matière de développement durable. Celle-ci fait mention de territoires «gagnants» et de territoires «perdants», les territoires «gagnants» étant ceux qui sont capables de faire preuve d'innovation (au sens large du terme) pour mobiliser des ressources et des compétences permettant de générer des activités de valeur ajoutée tant au niveau économique qu'écologique et social. Une telle mobilisation est étroitement liée à l'esprit d'initiative des acteurs régionaux, privés et publics. Toutes les régions peuvent être tentées de créer de la valeur ajoutée mais les régions urbaines regroupent, en la matière, les plus grandes potentialités (masse critique d'acteurs, qualité et diversité des compétences et des ressources financières, techniques, possibilités de travailler en réseaux, facilité d'accès aux informations).

La LIM et l'arrêté Bonny ont fait l'objet d'une évaluation en 2005, laquelle a révélé que ces textes légaux avaient atteints leurs objectifs dans une large mesure mais que les instruments qu'ils avaient mis en place n'étaient plus adaptés au contexte économique actuel.

LA NOUVELLE POLITIQUE RÉGIONALE DE LA CONFÉDÉRATION

Le projet fédéral en résumé

Le projet de nouvelle politique régionale (NPR) fait partie du programme de législature 2003–2007 du Conseil fédéral. Il s'impose d'autant plus que d'autres politiques intéressant le territoire font aussi l'objet d'ajustements (logement, tourisme, aménagement, transports, etc.). La réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT) et la politique de la Confédération en matière de services publics régleront à l'avenir les tâches de péréquation et de desserte interrégionales. De même, à travers son programme 2011, la politique agricole fournira également une contribution importante à l'évolution structurelle et au développement des régions de montagne et du milieu rural en général.

Le problème primordial des zones périphériques de la Suisse est l'absence de croissance, qui se traduit par une offre insuffisante d'emplois attractifs et compétitifs.

La NPR vise donc à améliorer la compétitivité de ces régions et à y générer de la valeur ajoutée. L'amélioration des facteurs d'implantation permettra de stimuler la croissance.

Pour atteindre ses buts, la NPR comprend trois volets:

- le volet principal ou stratégique consiste à encourager les initiatives, programmes et projets destinés à stimuler l'esprit d'innovation et à améliorer la compétitivité des régions ainsi qu'à y générer de la valeur ajoutée;

- le deuxième volet vise à renforcer la coopération et l'exploitation des synergies entre la politique régionale et les politiques sectorielles de la Confédération qui ont une incidence territoriale;
- le troisième volet vise à mettre sur pied et à exploiter un système intégré de connaissances sur le développement territorial, à former et perfectionner les acteurs régionaux et, enfin, à évaluer systématiquement l'efficacité des mesures appliquées.

Les deuxième et troisième volets sont au service de l'orientation stratégique.

Pour stimuler les initiatives, programmes et projets d'innovation générateurs de valeur ajoutée, la Confédération a déjà appuyé une série de projets-pilotes pour la future politique régionale. Les initiatives, programmes et projets d'innovation peuvent être de nature intercantonale, cantonale et régionale.

La NPR vise les régions de montagne, le milieu rural en général et, dans une moindre mesure, les régions frontalières de la Suisse. Il s'agit de toutes les zones qui ne disposent pas des moyens propres suffisants pour s'imposer dans la compétition toujours plus vive entre les différents territoires. La NPR doit pouvoir répondre aux besoins de manière différenciée en fonction du lieu grâce à une approche territoriale à «géométrie variable» fondée sur les objectifs et les effets des mesures engagées et des projets soutenus. Pour la délimitation régionale, les relations fonctionnelles et géographiques sont plus déterminantes que les frontières institutionnelles. On passe d'une politique régionale «spatialement délimitée» à une politique régionale fondée sur «les effets spatiaux des mesures».

Les grandes agglomérations urbaines sont exclues du champ d'application de la NPR. Elles peuvent cependant être associées dans le cadre de programmes et de projets concrets, générant majoritairement des effets pour les régions défavorisées. La NPR ne repose pas sur des antagonismes ou la mise en concurrence entre grands centres urbains et zones rurales et de montagne, mais sur leur complémentarité et leur collaboration.

Le projet de loi se veut souple, de manière à permettre aux autorités de réagir rapidement pour répondre aux enjeux et défis territoriaux. Il est prévu de mettre en œuvre la NPR dans le cadre de programmes pluriannuels (le premier pour la période 2008–2015), élaborés conjointement par la Confédération et les cantons et soumis aux Chambres fédérales, qui pourront fixer périodiquement les priorités et voter les crédits correspondants.

La NPR sera financée par un Fonds de développement régional. Les engagements annuels sont estimés à 70 millions de francs. Les cantons doivent s'engager, dans les projets et programmes aidés par le Fonds, pour un montant similaire.

Les changements par rapport à l'ancienne politique régionale (LIM)

Les principaux changements par rapport à l'ancienne politique régionale sont les suivants:

- La politique régionale de la Confédération se fonde sur une seule loi.
- Le canton est le principal responsable de la nouvelle politique régionale. Il

- est l’interlocuteur privilégié de la Confédération et des acteurs régionaux;
 - contribue à l’élaboration du programme pluriannuel fédéral;
 - assume la responsabilité principale de la mise en œuvre de la NPR fédérale (stratégie – suivi – évaluation – coordination);
 - élabore son programme pluriannuel en collaboration avec les acteurs régionaux;
 - joue un rôle d’animateur pour initier les programmes et projets d’innovation intercantonaux, cantonaux et régionaux.
- Les partenaires régionaux du canton sont multiples. Aux actuelles associations régionales LIM s’ajoutent les associations des régions rurales. S’il revient à ces associations d’initier des programmes et projets d’innovation, ces derniers pourront être également proposés par des associations et institutions œuvrant par exemple dans les domaines touristiques, de la recherche et de la formation, du transfert technologique, de la promotion agricole.
 - Le champ territorial d’application n’est plus défini par des frontières institutionnelles, mais par les interdépendances fonctionnelles et les effets des projets. Ceux-ci pourront couvrir des régions rurales et des zones urbaines, étant entendu que seules les premières bénéficieront des aides fédérales prévues par la NPR.
 - Le programme de mise en œuvre (programme pluriannuel) doit être défini selon les buts à atteindre et non plus selon des listes détaillées de projets et d’actions à concrétiser.
 - Les projets bénéficiaires des aides fédérales sont des projets dits de «développement économique» (aidés par des prêts à conditions favorables) ainsi que toutes les initiatives, programmes et projets novateurs (aidés sous forme de contributions à fonds perdu) qui encouragent l’esprit d’entreprise, la capacité d’innovation, stimulent la coopération, à savoir les projets qui créent de la valeur ajoutée. Ils peuvent être de nature intercommunale, interrégionale, intercantonale ou internationale.
 - Les projets d’infrastructure de base sont aidés par les politiques sectorielles et la nouvelle péréquation financière de la Confédération. Ils ne relèvent plus de la politique régionale fédérale.
 - Le projet NPR prévoit le maintien d’allègements fiscaux (contenus dans l’arrêté Bonny).

LES DISPOSITIONS PRISES PAR LE CONSEIL D’ÉTAT

Le Conseil d’Etat partage les préoccupations et les objectifs développés par les députés Bourgeois et Kuenlin dans leur postulat. Ayant mis en œuvre depuis 1974 la politique régionale cantonale, il a ainsi suivi attentivement les travaux menés par la Confédération et a pris et prendra toutes les dispositions législatives, organisationnelles et financières pour doter le canton d’une nouvelle politique régionale forte et coordonnée. Parmi les dispositions déjà prises, peuvent être cités:

- Un suivi régulier par la Promotion économique des travaux en vue de définir les orientations de la future politique régionale de la Confédération;

- La prise de position du Conseil d’Etat du 24 août 2004 sur le projet fédéral d’avril 2004, dans laquelle ont été défendus les intérêts du canton et sa conception en matière de nouvelle politique régionale;
- La présence du Directeur de l’économie et de l’emploi dans le groupe de travail créé par le Département fédéral de l’économie suite aux divergences révélées par la procédure de consultation du projet fédéral d’avril 2004;
- La création, par arrêté du 8 novembre 2005 du Conseil d’Etat, d’un comité de pilotage formé des Directeurs de l’économie et de l’emploi, des institutions, de l’agriculture et des forêts et de l’aménagement, de l’environnement et des constructions;
- La création, par le même arrêté, d’un groupe de travail interdépartemental formé de représentants de plusieurs Directions de l’Etat;
- Une première rencontre, en avril 2006, entre les responsables cantonaux de la politique régionale et les représentants des associations régionales du canton consacrée à un échange sur les attentes réciproques face à la NPR.

La mise en place des organes susmentionnés démontre la volonté du Conseil d’Etat de concevoir et d’appliquer la future politique régionale du canton de manière transversale et coordonnée. La rencontre avec les représentants des régions – d’autres rencontres sont prévues avec l’ensemble des acteurs socio-économiques cantonaux – concrétise également sa volonté de créer un partenariat avec tous les acteurs concernés par la politique régionale.

LES OBJECTIFS DE LA FUTURE POLITIQUE RÉGIONALE FRIBOURGEOISE

Selon l’arrêté du Conseil d’Etat du 8 novembre 2005, la future politique régionale du canton touchera tout le territoire et sera axée sur une politique de croissance (haute valeur ajoutée) et sur une politique régionale (accroissement de la valeur ajoutée, innovation et réduction des disparités). Elle visera les trois objectifs suivants:

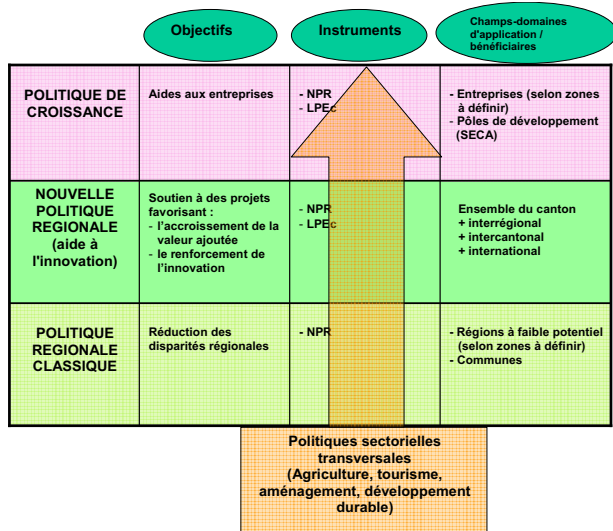
- Valoriser les potentialités de développement de toutes les régions du canton. La NPR s’appliquera sur tout le territoire cantonal.
- Corriger les disparités régionales, qui ont le plus souvent des causes géographiques ou structurelles et qu’il est possible de réduire par des mesures particulières.
- Positionner le réseau urbain fribourgeois dans le territoire national et européen. Les grandes agglomérations sont exclues du champ d’action de la NPR mais peuvent être des partenaires de projets régionaux. L’agglomération du Grand Fribourg est en premier lieu concernée; elle doit être le moteur économique du canton autour duquel les centres régionaux peuvent s’épanouir.

La politique régionale fribourgeoise s’articulera autour de trois axes d’action:

- La politique de croissance destinée aux entreprises qui s’implantent, se créent ou se développent et qui pourront bénéficier de mesures s’appliquant à l’ensemble du territoire cantonal mais pouvant être engagées de manière différenciée suivant le niveau de développement des différentes régions du canton;

- La politique régionale d'aide à l'innovation sous la forme de projets ayant des effets pour les régions de montagne et rurales et visant à accroître la valeur ajoutée et à renforcer l'innovation des entreprises et des institutions publiques et privées;
- La politique régionale de réduction des disparités régionales, notamment par une coordination des politiques sectorielles du canton.

Le schéma suivant résume la future politique régionale du canton.



Le principe de base de cette politique est le soutien à celui ou celle qui entreprend. Les programmes, initiatives et projets pourront être multisectoriels et toucheront à la fois l'économie, le tourisme, l'agriculture, etc., d'où l'implication des politiques transversales qu'il faudra coordonner avec la NPR.

LA COORDINATION ET LA CONCERTATION

Il s'agit du deuxième volet de la NPR. Selon l'article 13 du projet de loi fédérale, la Confédération s'engage à renforcer la coopération et à exploiter les synergies entre sa politique régionale et ses autres politiques sectorielles, à savoir la formation et l'innovation, l'agriculture, les forêts et l'environnement, le tourisme et les transports, les PME et la promotion de la place économique suisse.

Le Conseil d'Etat souhaite agir de la même manière et a ainsi décidé de créer le groupe interdépartemental évoqué ci-dessus.

Ce groupe examine actuellement les modalités de la coordination de la politique régionale et des politiques sectorielles dans une double dimension:

- stratégique: veiller à ce que les objectifs poursuivis et les moyens engagés par les différentes politiques sectorielles, correspondent aux objectifs de la nouvelle politique régionale du canton;
- opérationnelle: veiller à faciliter les démarches pour l'octroi des aides et appuis (éviter les procédures à double, rapidité des décisions, projet de guichet unique).

La mise en place de la politique régionale cantonale se traduira par:

- La révision de la loi sur la promotion économique;
- L'adaptation de la législation cantonale concernant notamment l'agriculture, le tourisme, l'aménagement du

territoire, en vue d'assurer une bonne cohérence avec les futures dispositions concernant la politique cantonale régionale (cette adaptation est déjà réalisée pour ce qui concerne la loi sur l'agriculture et la loi sur le tourisme);

- Le programme pluriannuel, dans lequel les cantons doivent présenter leurs besoins et réflexions stratégiques concernant leurs programmes d'innovation et leurs projets de réseaux en faveur des régions de montagne et rurales. Ce programme devra définir clairement les modalités de la coordination stratégique et opérationnelle.

La coordination et la concertation seront d'autant plus nécessaires que pour bénéficier des aides de la NPR, les projets devront avoir un caractère transversal incluant, par exemple, des aspects d'équipements touristiques à créer, de créations d'emplois, de personnel à former, de valorisation de produits régionaux. Cette dimension transversale pourra se retrouver également dans les activités accessoires de l'agriculture ou dans des projets de recherche et de développement menés en partenariat entre des entreprises et institutions de formation et de recherche.

Dans ses recommandations, le groupe de travail fédéral a insisté sur les exigences de coordination dans la mise en œuvre et les mesures d'accompagnement de la future NPR. Le succès de celle-ci est étroitement lié à la capacité de la Confédération et des cantons de créer les synergies entre les politiques sectorielles qui soutiennent la croissance économique (politiques du tourisme, des PME, de la formation, de l'innovation et de la technologie) et les politiques qui garantissent la desserte des régions périphériques (transports, télécommunications, aménagement du territoire, etc.). Le Conseil d'Etat partage ce point de vue.

CONCLUSION

Avec la NPR, le canton de Fribourg deviendra l'acteur principal de sa politique régionale, dont l'efficacité sera mesurée en termes de valeur ajoutée, d'innovation et d'emplois. Les objectifs ont été fixés et le Conseil d'Etat souhaite coordonner les secteurs concernés pour les atteindre. D'ici à l'entrée en vigueur de la NPR, prévue par la Confédération au 1^{er} janvier 2008, le Conseil d'Etat préparera les modifications nécessaires de la législation cantonale et adoptera un programme pluriannuel portant sur une période de huit ans.

Le Conseil d'Etat souhaite que la nouvelle politique régionale soit un outil axé sur la création de valeur ajoutée, la capacité d'innovation et l'esprit d'entreprise dans une perspective de développement durable et qui permettra de renforcer le domaine endogène et les collaborations multisectorielles.

La future politique régionale déploiera ses effets sur tout le canton, de concert avec les politiques sectorielles (agriculture, économie, tourisme, aménagement du territoire, transports, énergie). Dès 2008, le canton de Fribourg disposera ainsi d'une politique régionale forte et coordonnée.

Nous vous invitons à prendre acte de ce rapport.

BERICHT Nr. 296 10. Oktober 2006
des Staatsrats an den Grossen Rat
**zum Postulat Nr. 225.03 Jacques Bourgeois/
Pascal Kuenlin für eine starke und koordinierte
Regionalpolitik**

Wir unterbreiten Ihnen einen Bericht zum Postulat Jacques Bourgeois/Pascal Kuenlin für eine starke und koordinierte Regionalpolitik. Mit dem am 25. März 2003 eingereichten und am 26. März 2003 begründeten Postulat (TGR S. 394) wurde der Staatsrat aufgefordert, mögliche Synergien hinsichtlich der Förderung der Bereiche Wirtschaft, Tourismus und Landwirtschaft zu prüfen und ein regionalpolitisches Konzept zu erarbeiten, mit dem die kundennahen Tätigkeiten gefördert werden sollen.

In seiner Antwort vom 19. August 2003 hat der Staatsrat vorgeschlagen, das Postulat erheblich zu erklären, wobei er darauf hinwies, dass die Anregungen der Grossräte Bourgeois und Kuenlin eine genauere Prüfung verdienen, zumal der Bund angekündigt hatte, im Laufe des Jahres 2004 solle ein Entwurf für eine neue Regionalpolitik präsentiert werden.

Da also erst das Konzept des Bundes für die neue Regionalpolitik abgewartet werden musste, um daraus die entsprechenden Konsequenzen für den Kanton zu ziehen, hat das Büro des Grossen Rates den Antrag des Staatsrates, die Frist für die Unterbreitung des vorliegenden Berichts um ein Jahr zu verlängern, angenommen.

Anfangs der 1990er Jahre begann der Bund, seine Strategie in der Regionalpolitik neu zu überdenken. Der Staatsrat des Kantons Freiburg hat diese Entwicklung aufmerksam mitverfolgt. Das Bundesgesetz über Investitionshilfe für Berggebiete (IHG) wurde im Jahr 1997 revidiert; die Revision der Verordnung über die Hilfe zu Gunsten wirtschaftlicher Erneuerungsgebiete (Bonny-Beschluss) folgte im Jahr 2001. Zu Beginn der 2000er Jahre wurde eine Expertenkommission mit der «Überprüfung und Neukonzeption der Regionalpolitik» betraut. Deren Bericht diente als Grundlage für den Entwurf des Bundes einer Neuen Regionalpolitik (NRP), der im 2004 in die Vernehmlassung geschickt wurde. Dabei stellte sich heraus, dass die Ansichten der an der Vernehmlassung beteiligten Kreise in dieser Sache weit auseinandergingen. Das Eidgenössische Volkswirtschaftsdepartement beauftragte daher eine Arbeitsgruppe, bestehend aus Vertretern der Volkswirtschaft und hohen Beamten des Staatssekretariats für Wirtschaft (seco), eine Kompromisslösung zu erarbeiten. Die Vorschläge, die von dieser Arbeitsgruppe im Juni 2005 vorgelegt wurden, hat der Bundesrat in seiner Botschaft vom 16. November 2005 über die Neue Regionalpolitik aufgegriffen.

Der vorliegende Bericht stützt sich auf diese Botschaft sowie auf die darin enthaltenen Gesetzesänderungen, die von den Bundeskammern während der Session vom September 2006 beraten wurden.

Die Neue Regionalpolitik des Bundes, welche 2008 in Kraft treten soll, wird ein ganzes Instrumentarium ersetzen, das sich im Laufe der Zeit angesammelt hat:

- das IHG;
- das Bundesgesetz vom 25. Juni 1976 über die Gewährung von Bürgschaften und Zinskostenbeiträgen in Berggebieten;
- das Bundesgesetz vom 20. Juni 2003 über die Förderung der Beherbergungswirtschaft, welches das Bun-

desgesetz vom 1. Juli 1966 über die Förderung des Hotel- und Kurortskredites ersetzt;

- der Bonny-Beschluss;
- der Bundesbeschluss vom 21. März 1997 über die Unterstützung des Strukturwandels im ländlichen Raum (Regio Plus);
- das Bundesgesetz vom 8. Oktober 1999 über die Förderung der schweizerischen Beteiligung an der Gemeinschaftsinitiative für grenzüberschreitende, transnationale und interregionale Zusammenarbeit (INTERREG III) in den Jahren 2000–2006.

DIE ENTWICKLUNG DER REGIONALPOLITIK

Den Grundstock für seine Regionalpolitik legte der Bund zu Beginn der 1960er Jahre, wobei das IHG als Basis diente (in Kraft getreten im Jahr 1974 und revidiert im Jahr 1997). Im Kanton wurden daraufhin vier Bergregionen festgelegt (Greyerz, Sense, Glane-Vivisbach und Obere Saane).

Die Jahre 1960–1980 waren geprägt durch ein starkes Wirtschaftswachstum und die Entstehung einer Vielzahl von Unternehmen und Arbeitsplätzen. Dieses Wachstum war jedoch räumlich ungleich verteilt; profitieren konnten vor allem die städtischen Regionen im Mittelland, während die Bergregionen kaum etwas davon abbekamen. Gleichzeitig hatten Regionen, die eine wirtschaftliche Monostruktur aufwiesen, mit Umstellungsproblemen zu kämpfen; zur Lösung dieser Probleme wurde der Bonny-Beschluss verabschiedet.

Das IHG und der Bonny-Beschluss bildeten die zwei Säulen der regionalpolitischen Strategie des Bundes zugunsten von Randregionen, damit diese ebenfalls vom Wachstum profitieren konnten. Man wollte dafür sorgen, dass die Bevölkerung dort wohnhaft blieb oder dass sogar Leute in diese Regionen übersiedelten und neue Arbeitsplätze entstanden. Um dieses Ziel zu erreichen, wurde Unterstützung bei der Realisierung von Grundinfrastruktur- und Entwicklungsvorhaben (über die Investitionshilfe des IHG) sowie finanzielle und fiskalische Massnahmen zugunsten der Industrie und der Hotellerie (vor allem über den Bonny-Beschluss) geboten. Dieses regionalpolitische Instrumentarium wurde nach und nach verstärkt und mit weiteren Massnahmen angereichert: Regio Plus für die ländlichen Regionen, Interreg für die grenzüberschreitenden Regionen und Innotour für die Tourismusregionen.

Die Regionalpolitik der meisten Kantone – darunter auch die des Kantons Freiburg – dient der Ergänzung und Umsetzung der Regionalpolitik des Bundes. Sie ist so angelegt, dass regionale Wachstumsunterschiede ausgeglichen werden. Zudem soll sie die Rahmenbedingungen verbessern, in erster Linie durch gemeinschaftliche Einrichtungen und die Grundinfrastruktur, und die Durchführung von unternehmerischen Projekten in den Randregionen unterstützen, indem Flächen zur Verfügung gestellt sowie finanzielle und fiskalische Unterstützungsmassnahmen gewährt werden.

Im Laufe der 1990er Jahre erlebte die Schweiz einen raschen und tief greifenden Wandel ihrer Wirtschaft bei stagnierender Konjunktur.

Durch die Globalisierung werden die Unternehmen einem immer härteren Wettbewerbskampf ausgesetzt.

Der technologische Wandel lässt neue Produkte und neue Produktionsverfahren entstehen und löst Umstrukturierungen und Betriebsverlagerungen aus, bei denen die Randregionen des Landes häufig das Nachsehen haben. Diese verzeichneten einen markanten Rückgang der Anzahl ansässiger Unternehmen und Arbeitsplätze. Die Reorganisation der Staatsbetriebe (SBB, PTT, Armee) hat sich für viele Bergregionen ebenfalls nachteilig ausgewirkt.

Heute sind die Schaffung und der Aufbau neuer Wirtschaftsaktivitäten eng mit Standortfaktoren wie den Kommunikationswegen, der Verfügbarkeit von Boden und von Arbeitskräften sowie der Besteuerung verknüpft. Auch Faktoren wie die Eingliederung in Bildungs- und Forschungsnetzwerke, der mögliche Zugang zu neuen Technologien, die Möglichkeiten für eine öffentliche und private Finanzierung sowie das Vorhandensein eines breiten und diversifizierten Arbeitsmarktes spielen eine immer grössere Rolle. All diese Faktoren begünstigen die grossen städtischen Regionen, welche zu Triebkräften der wirtschaftlichen Entwicklung werden.

Angesichts des wachsenden Bewusstseins, dass es eine nachhaltige Entwicklung braucht, beschränkt sich die Raumentwicklung nicht mehr bloss auf die Erhöhung des Arbeitsplatzangebots, sondern auch Faktoren wie die Lebensqualität und die Umwelt gewinnen an Bedeutung. Im März 2002 legte der Bundesrat seine Strategie zur nachhaltigen Entwicklung fest. Darin ist von «Gewinnern» und «Verlierern» die Rede, wobei die «Gewinner-Gebiete» jene sind, die sich als innovationsfähig (im weiteren Sinn des Wortes) erweisen, wenn es gilt, Mittel und Kompetenzen zu mobilisieren, um Aktivitäten aufzubauen, die einen wirtschaftlichen, ökologischen und sozialen Mehrwert schaffen. Eine solche Mobilisierung ist eng mit dem Unternehmergeist und der Eigeninitiative der privaten und öffentlichen regionalen Akteure verknüpft. Alle Regionen können daran interessiert sein, Mehrwert zu schöpfen, doch in den städtischen Regionen ist das Potenzial am grössten (kritische Masse von Akteuren, Qualität und Vielfalt der Kompetenzen, finanzielle und technische Ressourcen, Möglichkeiten zur Vernetzung, Verfügbarkeit von Informationen).

Das IHG und der Bonny-Beschluss wurden im Jahr 2005 evaluiert. Diese Evaluation kam zum Schluss, diese Gesetzestexte hätten ihre Ziele weitgehend erreicht, die mit diesen beiden Regelungen eingeführten Instrumente seien aber nicht mehr für das aktuelle Wirtschaftsumfeld geeignet.

DIE NEUE REGIONALPOLITIK DES BUNDES

Der Bundesentwurf kurz zusammengefasst

Der Entwurf für die Neue Regionalpolitik (NRP) ist Bestandteil der Legislaturplanung 2003–2007 des Bundesrates. Diese Neukonzeption der Regionalpolitik drängte sich auch wegen der Weiterentwicklung anderer raumwirksamer Politiken (Wohnungswesen, Tourismus, Raumplanung, Verkehr usw.) auf. Die Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen (NFA) und die Grundversorgungspolitik des Bundes werden künftig die interregionalen Ausgleichs- und Versorgungsaufgaben übernehmen. Auch die Agrarpolitik wird mit ihrem politischen Programm 2011 einen wichtigen Beitrag zur Entwicklung

und zum Strukturwandel im Berggebiet und allgemein im ländlichen Raum leisten.

Das Hauptproblem dieser Gebiete besteht im fehlenden regionalen Wachstum, das sich in einem ungenügenden Angebot an attraktiven, wettbewerbsfähigen Arbeitsplätzen niederschlägt.

Die Neue Regionalpolitik zielt deshalb auf die Stärkung der regionalen Wertschöpfung und Wettbewerbsfähigkeit ab. Durch die Verbesserung regionaler Standortfaktoren sollen Wachstumsimpulse geschaffen werden.

Das Ziel der Neuen Regionalpolitik soll mit Hilfe drei strategischer Ausrichtungen erreicht werden:

- die Haupt- bzw. strategische Ausrichtung besteht in der Förderung von Initiativen, Programmen und Projekten zur Stärkung der Innovationskraft, Wertschöpfung und Wettbewerbsfähigkeit der Regionen;
- die zweite Ausrichtung zielt auf die Stärkung der Kooperation und die Nutzung von Synergien zwischen Regionalpolitik und raumwirksamen Sektoralpolitiken des Bundes;
- die dritte Ausrichtung strebt den Aufbau und Betrieb eines integralen Wissenssystems über die Regionalentwicklung, die Aus- und Weiterbildung für regionale Akteure und die systematische Evaluation der Wirksamkeit der eingesetzten Massnahmen an.

Die zweite und die dritte Ausrichtung unterstützen und flankieren die strategische Hauptstossrichtung.

Zur Förderung von Initiativen, Programmen und Projekten, die zur Wertschöpfung beitragen, hat der Bund bereits eine Reihe von Pilotprojekten für die künftige Regionalpolitik unterstützt. Dabei kann es sich um kantonsübergreifende, kantonale und regionale Initiativen, Programme und Innovationsvorhaben handeln.

Die Neue Regionalpolitik wirkt zugunsten der Berggebiete, des übrigen ländlichen Raums sowie – im geringeren Masse – der Grenzregionen der Schweiz. Diese Gebiete verfügen nicht über ausreichend eigene Mittel, um sich im immer härteren Standortwettbewerb behaupten zu können. Die neue Regionalpolitik muss auf die unterschiedlichen regionalen Bedürfnisse differenziert eingehen können. Sie stützt sich auf Massnahmen und Projekte, die wirkungsorientiert und räumlich variabel sind. Folglich hängt die Ausdehnung einer Region vielmehr von der geografischen Verbundenheit, der wirtschaftlichen Funktionalität und der gemeinsamen Aufgabenlösung ab als von institutionellen Grenzen. Man geht also von einer «räumlich abgegrenzten» Regionalpolitik zu einer auf «raumwirksamen Massnahmen» basierenden Regionalpolitik über.

Die grossen städtischen Agglomerationen gehören nicht zum Anwendungsgebiet der NRP, können jedoch in Programme und konkrete Projekte, mit denen hauptsächlich benachteiligte Regionen gefördert werden sollen, einbezogen werden. Die NRP setzt nicht auf die Konfrontation oder Konkurrenz zwischen grossen Städtezentren auf der einen und ländlichen und Bergregionen auf der anderen Seite, sondern auf ihre Komplementarität und ihre Zusammenarbeit.

Die Gesetzesvorlage ist flexibel gestaltet, damit die Behörden die Möglichkeit haben, rasch auf räumliche Herausforderungen und Probleme zu reagieren. Die Neue Regionalpolitik soll mit Mehrjahresprogrammen umgesetzt werden (das erste ist für den Zeitraum 2008–2015

vorgesehen), die von Bund und den Kantonen gemeinsam erarbeitet und dann den eidgenössischen Räten unterbreitet werden, damit diese periodisch die Umsetzungsschwerpunkte definieren und die entsprechenden Kredite beschliessen können.

Die Neue Regionalpolitik soll durch einen Fonds für Regionalentwicklung finanziert werden. Es wird mit jährlichen Verpflichtungen in der Grössenordnung von 70 Millionen Franken gerechnet. Die Kantone müssen sich in ähnlichem Ausmass finanziell an den vom Fonds unterstützten Projekten und Programmen beteiligen.

Die Änderungen im Vergleich zur früheren Regionalpolitik (IHG)

Die hauptsächlichlichen Änderungen gegenüber der früheren Regionalpolitik sehen wie folgt aus:

- Die Regionalpolitik des Bundes stützt sich auf ein einziges Gesetz.
- Der Kanton trägt die Hauptverantwortung für die Neue Regionalpolitik. Er ist der
 - Hauptsprechpartner des Bundes und der regionalen Akteure;
 - wirkt an der Erarbeitung des nationalen Mehrjahresprogramms mit;
 - trägt die Hauptverantwortung für die Umsetzung der nationalen NRP (Strategie – Begleitung – Evaluation – Koordination);
 - erarbeitet sein Mehrjahresprogramm in Zusammenarbeit mit den regionalen Akteuren;
 - gibt Impulse für die Lancierung von innovativen kantonsübergreifenden, kantonalen und regionalen Programmen und Projekten.
- Die Kantone haben zahlreiche regionale Partner. Zu den heutigen Regionalverbänden nach IHG werden noch die Vereinigungen der ländlichen Regionen hinzukommen. Obschon diesen Verbänden die Aufgabe zufällt, innovative Programme und Projekte zu lancieren, können diese auch von Vereinigungen und Institutionen vorgeschlagen werden, die zum Beispiel im Tourismus, in der Forschung und der Bildung tätig sind oder die sich für den Technologietransfer und die Förderung der Landwirtschaft einsetzen.
- Der räumliche Anwendungsbereich wird nicht mehr durch institutionelle Grenzen, sondern durch funktionale Verflechtungen und den Wirkungsradius der Projekte bestimmt. Diese Projekte können ländliche Regionen wie auch städtische Gebiete abdecken, wobei nur erstere in den Genuss der in der NRP vorgesehenen Bundeshilfen kommen können.
- Das Umsetzungsprogramm (Mehrjahresprogramm) ist anhand der zu erreichenden Ziele festzusetzen und nicht mehr nach detaillierten Listen von zu realisierenden Projekten und Aktionen.
- In den Genuss von Bundeshilfen kommen die Vorhaben im Bereich der Wirtschaftsentwicklung (Hilfe durch Darlehen zu günstigen Konditionen) sowie alle innovativen Initiativen, Programme und Projekte (Hilfen in Form von A-fonds-perdu-Beiträgen), welche den Unternehmergeist und die Innovationskraft stärken und zur Zusammenarbeit anregen – also alle Projekte, die Mehrwert schöpfen. An diesen Projekten

können mehrere Gemeinden, Regionen, Kantone oder Länder beteiligt sein.

- Projekte der Basisinfrastruktur werden über die Sektoralpolitiken und den neuen Finanzausgleich des Bundes unterstützt. Sie gehören nicht mehr zur Regionalpolitik des Bundes.
- Gemäss dem NRP-Entwurf sollen die Steuererleichterungen (wie sie im Bonny-Beschluss vorgesehen sind) beibehalten werden.

DIE MASSNAHMEN DES STAATSRATS

Der Staatsrat teilt die von den Grossräten Bourgeois und Kuenlin in ihrem Postulat dargelegten Anliegen und Ziele. Da er seit 1974 mit der Umsetzung der kantonalen Regionalpolitik beschäftigt ist, hat er die Arbeiten des Bundes aufmerksam mitverfolgt und wird alle nötigen gesetzlichen, organisatorischen und finanziellen Massnahmen ergreifen, um dafür zu sorgen, dass der Kanton eine neue starke und koordinierte Regionalpolitik erhält. Unter den bereits getroffenen Massnahmen sind insbesondere folgende zu nennen:

- Die Wirtschaftsförderung sorgt für ein regelmässiges Follow-up der Arbeiten im Hinblick auf die Festlegung der Stossrichtungen der künftigen Regionalpolitik auf Bundesebene.
- Der Staatsrat ist am 24. August 2004 in seiner Stellungnahme zum Bundesentwurf von April 2004 für die Interessen des Kantons eingetreten und hat seine Vorstellung von der neuen Regionalpolitik dargelegt.
- Der Volkswirtschaftsdirektor ist Mitglied der Arbeitsgruppe, die das Eidgenössische Volkswirtschaftsdepartement aufgrund der im Vernehmlassungsverfahren zum Bundesentwurf von April 2004 aufgedeckten Meinungsunterschiede eingesetzt hat.
- Mit Beschluss vom 8. November 2005 hat der Staatsrat einen Steueraussschuss eingesetzt, der sich aus dem Volkswirtschaftsdirektor, dem Direktor der Institutionen, der Land- und Forstwirtschaft und dem Raumplanungs-, Umwelt- und Baudirektor zusammensetzt.
- Mit dem gleichen Beschluss hat er zudem eine interdepartementale Arbeitsgruppe mit Vertretern aus mehreren Direktionen des Kantons gebildet.
- Im April 2006 fand ein erstes Treffen der kantonalen Verantwortlichen für die Regionalpolitik mit Vertretern regionaler Verbände des Kantons statt, wobei sich Gelegenheit für den Austausch über die gegenseitigen Erwartungen an die NRP bot.

Mit der Einrichtung der oben erwähnten Organe bekräftigt der Staatsrat seine Absicht, die künftige Regionalpolitik des Kantons bereichsübergreifend und koordiniert zu konzipieren und umzusetzen. Durch das Treffen mit Vertretern der Regionen – weitere Treffen mit sämtlichen Sozial- und Wirtschaftsakteuren des Kantons sind geplant – hat der Staatsrat zudem ein deutliches Signal gesetzt, dass er mit sämtlichen Akteuren, die durch die Regionalpolitik tangiert werden, eine Partnerschaft aufbauen will.

DIE ZIELE DER KÜNFTIGEN FREIBURGER REGIONALPOLITIK

Gemäss dem Beschluss des Staatsrats vom 8. November 2005 wird die künftige Regionalpolitik des Kantons das

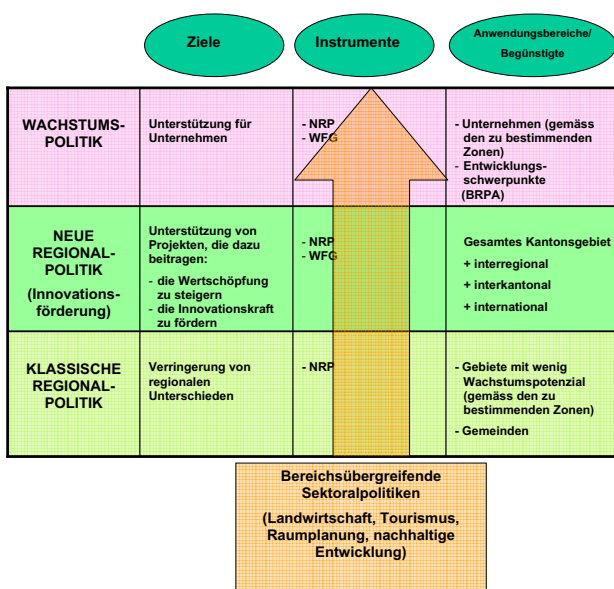
gesamte Gebiet umfassen und auf eine Wachstumspolitik (Wertschöpfung) und eine Regionalpolitik (Förderung der Wertschöpfung, Verbesserung der Innovationsfähigkeit und Abbau von Unterschieden) ausgerichtet sein. Sie verfolgt folgende drei Ziele:

- Das Entwicklungspotenzial sämtlicher Regionen des Kantons soll ausgeschöpft werden; die NRP wird für das gesamte Kantonsgebiet gelten.
- Regionale Disparitäten, die meist geografisch oder strukturell bedingt sind und die durch gezielte Massnahmen abgebaut werden können, sollen ausgeglichen werden.
- Das Freiburger Städtenetzwerk soll im nationalen und im europäischen Raum positioniert werden. Die grossen Agglomerationen sind aus dem Anwendungsbe- reich der NRP ausgeschlossen, können sich aber als Partner an regionalen Projekten beteiligen. In erster Linie betrifft dies die Agglomeration Grossfreiburg, die der Wirtschaftsmotor des Kantons sein soll, um den sich die regionalen Zentren entfalten können.

Die Freiburger Regionalpolitik wird drei Handlungsschwerpunkte umfassen:

- Die Wachstumspolitik: diese richtet sich an Unternehmen, die sich niederlassen, im Entstehen begriffen sind (Start-ups) oder ausgebaut werden. Diese Unternehmen können von Massnahmen profitieren, welche im gesamten Kantonsgebiet angewendet werden, die aber je nach Entwicklungsstand der jeweiligen Region des Kantons unterschiedlich zum Tragen kommen.
- Die Regionalpolitik für Innovationsimpulse in Form von Projekten zugunsten von Bergregionen und ländlichen Regionen, die darauf angelegt sind, die Wertschöpfung und die Innovationskraft der Unternehmen sowie der öffentlichen und privaten Institutionen zu steigern.
- Die Regionalpolitik zur Verringerung der regionalen Unterschiede insbesondere durch eine Koordination der kantonalen Sektoralpolitiken.

Das nachfolgende Schema zeigt die künftige Regionalpolitik des Kantons im Überblick.



Das Grundprinzip dieser Politik ist die Unterstützung derer, die unternehmerisch tätig sind. Die Programme, Initiativen und Projekte können multisektorial angelegt sein und gleichzeitig die Wirtschaft, den Tourismus, die Landwirtschaft usw. betreffen; daher braucht es sektorübergreifende politische Strategien, die mit der neuen Regionalpolitik zu koordinieren sind.

KOORDINATION UND KOOPERATION

Dies ist die zweite Ausrichtung der NRP. Gemäss Artikel 13 des Entwurfs für das Bundesgesetz kann der Bund Massnahmen treffen für die Stärkung der Kooperation sowie die Nutzung von Synergien zwischen der Regionalpolitik und den anderen Sektoralpolitiken des Bundes, d.h. mit der Bildungs- und Innovationspolitik, der Agrar-, Wald- und Umweltpolitik, der Tourismus- und Verkehrspolitik, der KMU-Politik sowie der Standortpromotion.

Der Staatsrat möchte sich diesem Vorgehen anschliessen und hat daher entschieden, die erwähnte interdepartementale Arbeitsgruppe einzusetzen.

Diese Arbeitsgruppe prüft derzeit Mittel und Wege, wie die Regionalpolitik mit den Sektoralpolitiken koordiniert werden kann, und zwar in zweifacher Hinsicht:

- Strategische Koordination: Es gilt darauf zu achten, dass die angestrebten Ziele und die eingesetzten Mittel der verschiedenen Politikbereiche den Zielsetzungen der neuen Regionalpolitik des Kantons entsprechen.
- Operationelle Koordination: Hier ist dafür zu sorgen, dass die administrativen Abläufe für die Gewährung von Beihilfen und Unterstützungsmassnahmen erleichtert werden (doppelspurige Verfahren vermeiden, Entscheide rasch treffen, Projekt «Guichet virtuell» – eine einheitliche Anlaufstelle).

Die Umsetzung der kantonalen Regionalpolitik erfolgt durch:

- die Revision des Gesetzes über die Wirtschaftsförderung;
- die Anpassung der kantonalen Gesetzgebung insbesondere in den Bereichen Landwirtschaft, Tourismus, Raumplanung, um für eine gute Kohärenz mit den künftigen Bestimmungen über die kantonale Regionalpolitik zu sorgen (das Landwirtschaftsgesetz und das Tourismusgesetz wurden bereits angepasst);
- das Mehrjahresprogramm, in dem die Kantone ihre Bedürfnisse und ihre strategischen Überlegungen zu ihren Innovationsprogrammen und ihren Vernetzungsprojekten zugunsten der Bergregionen und der ländlichen Regionen präsentieren sollen; dieses Programm sollte die Modalitäten der strategischen und operativen Koordination klar festlegen.

Die Koordination und die Kooperation sind gerade deshalb so wichtig, weil die Projekte bereichsübergreifend angelegt sein sollten, damit sie in den Genuss der Unterstützung der NRP kommen können; so sollten sie beispielsweise Aspekte wie touristische Einrichtungen, die es zu schaffen gilt, neue Arbeitsplätze, auszubildendes Personal oder die Aufwertung und bessere Vermarktung von regionalen Produkten umfassen. Auch Nebenaktivitäten der Landwirtschaft oder Forschungs- und Entwicklungsprojekte, die von Unternehmen sowie Bildungs- und Forschungsinstitutionen partnerschaftlich durchgeführt werden, können in bereichsübergreifende

Projekte einbezogen werden.

Die Arbeitsgruppe des Bundes hat in ihren Empfehlungen nachdrücklich auf die Notwendigkeit der Koordination bei der Umsetzung und den Begleitmassnahmen der künftigen NRP hingewiesen. Der Erfolg dieser neuen Regionalpolitik steht und fällt mit der Fähigkeit des Bundes und der Kantone, Synergien zwischen den Sektoralpolitiken zu schaffen, die das Wirtschaftswachstum unterstützen (Tourismus, KMU-Förderung, Bildung, Innovation und Technologie), und den Politikbereichen, welche die Versorgung der Randregionen gewährleisten (Verkehr, Telekommunikation, Raumplanung usw.). Der Staatsrat schliesst sich dieser Meinung an.

FAZIT

Mit der Neuen Regionalpolitik wird der Kanton Freiburg zum Hauptakteur seiner Regionalpolitik werden, deren Wirksamkeit anhand der Wertschöpfung, der Innovationskraft und der Arbeitsplätze gemessen wird. Der Staatsrat möchte die betreffenden Sektoren koordinieren, damit die gesetzten Ziele erreicht werden können. Bis zum geplanten Inkrafttreten der Neuen Regionalpolitik

am 1. Januar 2008 wird der Staatsrat die nötigen Änderungen an der kantonalen Gesetzgebung vorbereiten und ein Mehrjahresprogramm für einen Zeitraum von acht Jahren verabschieden.

Der Staatsrat wünscht, dass die neue Regionalpolitik ein Instrument ist, das auf die Schaffung von Wertschöpfung, auf die Innovationskraft und den Unternehmergeist ausgerichtet ist und eine nachhaltige Entwicklung anstrebt, die es erlauben wird, die Wirtschaft im Kanton und die Zusammenarbeit zwischen den Sektoren zu verstärken.

Die künftige Regionalpolitik wird sich – in Abstimmung mit den Sektoralpolitiken (Landwirtschaft, Wirtschaft, Tourismus, Raumplanung, Verkehr, Energie) – auf den gesamten Kanton auswirken. Ab 2008 wird der Kanton Freiburg somit über eine starke und koordinierte Regionalpolitik verfügen.

Wir beantragen Ihnen, diesen Bericht zur Kenntnis zu nehmen.
